

*Initiatives ministérielles*

que les fonctionnaires et peuvent gagner déjà plus qu'eux?

Sait-il qu'il y a des contrats dont le coût est plus élevé que le montant de la feuille de paye de l'ensemble de la fonction publique? Pourquoi ne pense-t-il pas que les mêmes restrictions devraient s'appliquer aux entrepreneurs indépendants?

**M. Soetens:** Monsieur le Président, j'ignore à quel budget se réfère le député. Le budget que moi j'ai consulté dit que, cette année, le coût total de l'administration gouvernementale sera limité au même montant que l'année dernière.

Cela dit, un entrepreneur indépendant qui a un contrat avec le gouvernement peut vouloir augmenter ses prix, mais il a dû au tout début soumissionner pour obtenir du travail, contrairement aux fonctionnaires. Une fois qu'un entrepreneur a un contrat avec le gouvernement, s'il décide de doubler ses prix et qu'il n'y a plus d'argent dans le budget, il faudra puiser ailleurs, sacrifier autre chose pour compenser cette hausse de coûts.

Dans les adjudications publiques, du moins dans le coin du Canada où je vis, je peux dire honnêtement que la concurrence est âpre. Je vous assure que les offres et les contrats n'augmentent pas beaucoup. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'exceptions. Mais, tout comme nous l'avons dit à la fonction publique, si certaines choses montent, d'autres doivent descendre. Une augmentation de salaire de 3 p. 100 aurait voulu dire une réduction d'effectif de 3 p. 100. Il en va de même des contrats. Si les prix doublent, il y a moitié moins de contrats à adjuger. C'est aussi simple que cela.

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui à titre de député de Willowdale et à titre également de porte-parole du Parti libéral en matière d'industrie.

La grève cause d'énormes problèmes partout au Canada. Nous avons vu que les producteurs de blé perdent environ 50 millions de dollars par semaine durant la grève. Les navires font la queue dans les ports. Il y a 42 navires en attente et dix autres qui sont attendus sur la côte ouest. Ils ne peuvent livrer notre blé.

L'Association des manufacturiers canadiens a fait connaître aux Canadiens et au gouvernement les conséquences désastreuses de la grève pour ses membres: certains dépendent des importations en provenance des États-Unis, mais les ponts sont bloqués; certains dépendent des liaisons aériennes, mais on ne peut plus compter aujourd'hui sur nos transporteurs aériens.

Le président de la Chambre de commerce canadienne, M. Tim Reid, en veut aux deux parties et dit que d'après les réactions recueillies auprès des membres, les hommes d'affaires de tout le pays en ont assez de la situation actuelle.

• (1300)

M. John Bulloch, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a déclaré: «Il est absolument incompréhensible que le gouvernement reste sans rien faire alors que des petites entreprises sont mises en péril et, dans certains cas, sont acculées à la faillite à cause d'une interruption des services du gouvernement. Les petites entreprises fonctionnent déjà dans de piètres conditions économiques attribuables aux ravages de la récession, au fardeau de la TPS, aux augmentations massives de taxes et d'impôt, aux taux d'intérêt élevés et au fort taux de chômage.»

Il n'y a pas que les entreprises et les agriculteurs et tous les Canadiens qui souffrent de cette grève. Il y a aussi les fonctionnaires eux-mêmes, les travailleurs qui sont en grève, dont bon nombre, sinon la plupart, gagnent moins de 25 000 \$ à 30 000 \$ par année et ne touchent que 25 \$ par jour de grève.

Hier, j'ai rencontré certains de mes employés dans ma circonscription qui faisaient du piquetage. Certains d'entre eux sont fonctionnaires. Ils m'ont dit: «M. Peterson, c'est la première fois que je fais partie d'un piquet de grève. Nous n'avons pas les moyens de faire la grève, mais encore moins les moyens de ne pas défendre nos droits.» Ni les travailleurs, ni les entreprises canadiennes, ni les Canadiens ne veulent de cette grève.

Ce n'est pas simplement une question d'économie à court terme. Il s'agit de savoir dans quelle direction se dirige le pays à long terme. Je voudrais vous faire part de certaines données sur les grèves au Canada. J'ai tiré ces statistiques relatives aux relations de travail pour 1989-1990 d'un document diffusé par l'Organisation internationale du Travail établie à Genève. Dans ce document, l'Organisation fournit des statistiques comparables pour divers pays. Les plus récentes données portent sur l'année 1989.

En 1989, à cause des grèves et des lock-out, le Canada a perdu 2 040 100 jours-personnes. Comparons ces statistiques à celles d'autres pays. Le Japon a perdu 174 000 jours-personnes, bien qu'il ait plus de quatre fois plus de travailleurs que le Canada. La France est loin d'avoir perdu environ 2 millions de jours-personnes. En fait, elle n'en a perdu que 800 000, elle qui possède deux fois plus de travailleurs que le Canada. En Allemagne, où il y a plus du double des travailleurs qu'au Canada, on a perdu seulement 100 000 jours-personnes. La Suisse, avec le